

et plus utile au dedans. Mais règle générale, il ne faut congédier personne ; car le gouvernement a bien assez de mécontents sur les bras sans s'en créer de nouveaux par d'anciens serveurs désappointés, les plus nuisibles, les plus acharnés les plus ingrats de tous les amis. Quant aux nouveaux emplois à donner on ne doit les destiner qu'aux hommes qui dominent le plus dans chaque parti, afin que les loyaux puissent voir une récompense de leur fidélité, et les rebelles un gâteau qui leur fermera la bouche tant qu'il durera. On ne doit que rarement placer les loyaux trop outrés vu que c'est inutile ; comme ils donnent leurs services gratis et par goût seulement, on doit leur en avoir de la reconnaissance mais il est superflu de les récompenser. Il ne faut néanmoins placer que les sommités hors ligne parmi les rebelles, car des places à ces gens là deviennent pour d'autres un appât des plus dangereux. C'est presque une prime payée à l'infidélité. Du reste nous laissons à ce sujet toute latitude à Sir Charles Bagot, vu qu'il a pu, dans le cours de sa carrière politique, étudier à fond cette partie importante de l'art administratif. Il devra néanmoins nous tenir au courant de ce qu'il fera en ce genre.

Touchant le siège définitif du gouvernement en Canada, Sir Charles Bagot est tenu de garder le plus profond silence. Le changement de capitale fut une bévue de feu Lord Sydenham, qui pour se tirer de petits embarras se plongea dans de plus grands. Mais c'est une bévue dont nous devons profiter. Sydenham s'est servi de l'attrait de la capitale pour gagner quelques élections : nous pouvons peut-être en gagner quelques autres en faisant mine de réparer sa faute. Ne faites donc rien qui puisse déceler l'envie de vous fixer à Kingston, mais ne laissez rien deviner de nos intentions de vous faire revenir à Québec, le seul poste convenable, sûr et commode ; de cette manière vous vous assurerez les bonnes grâces des gens de Montréal, de Toronto, de Québec et de Kingston aussi long-tems que durera cette incertitude ; les-uns voudront vous attirer, les autres vous conserver. La présente instruction s'expliquera mieux encore par la suivante.

Quant à la question de l'Union, voici quelles sont nos vues jusqu'à meilleure information de votre part :—L'union des Canadas fut une grande sottise sous le point de vue politique national, mais un chef-d'œuvre de conception et d'habileté sous le rapport de l'intérêt particulier : Sydenham et ses parents étaient intéressés dans la dette du Haut Canada. Vous savez le reste. Il faut donc employer toute notre énergie et toute notre finesse pour sortir du mauvais pas que l'esprit mercantile a fait faire à l'esprit politique. L'union des Canadas fut un acte des plus maladroits ; c'était donner de la force contre nous à deux ennemis qui, séparés, n'en avaient aucune. C'était les mettre à même de se connaître et de se concerter ; c'était noyer dans l'anglicanisme les distinctions nationales qui pouvaient encore séparer les canadiens français des américains ; à part la question des écus ce fut un chétif pas de clerc. Il faut donc tâcher de revenir sur cette triste affaire tout en gagnant aux yeux des colons ce que nous aurons perdu à ceux des politiques ; ce qui sera plus profitable. Vous devrez continuer l'idée de l'Union jusqu'à ce que la fameuse dette soit payée ou assurée, ce qui pourrait peut-être se faire en vendant au Bas-Canada sa séparation d'avec le Haut au prix de la moitié de la dette de celui-ci ; ce serait agir comme ce père qui le soir donnait un sou à ses enfants pour ne pas souper et qui leur vendait le lendemain un petit gâteau pour déjeuner. Nous aurons l'air de libérateurs auprès des Bas-Canadiens et nous dirons aux gens du Haut Canada que nous les séparons des ignorants français qui veulent rester arriérés. Pour opérer ceci voici comment vous allez vous y prendre : —

*(Ici la feuille était déchirée et nous n'avons pu deviner le reste.)*